

5000
N° 2448 du 4/9/2001
N° 82/CA du Répertoire

N° 2001-086/CA3 du Greffe

Arrêt du 27 juin 2012

Affaire : KPONDEHOU Constance

C/

PREFET ATLANTIQUE-LITTORAL

1ère grosse de lièvre
K Pondéhou Constance 4/6/2013
corriger

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Cotonou du 07 juillet 2001, enregistrée au Greffe de la Cour suprême le 18 juillet 2001 sous le numéro 807/GCS par laquelle KPONDEHOU Constance S/C monsieur ADOTO Jean Patrice demeurant et domicilié à Godomey Gare lot 31 parcelles MN – 01 BP 1327 Cotonou a, par l'organe de maître Cyrille Y. DJIKUI, son conseil, introduit un recours en annulation pour excès de pouvoir contre les arrêtés préfectoraux ci-après :

- n°2/449/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 portant abrogation des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2/569/DEP-ATL/CAB/SAD du 07 septembre 1999 et

-n°2/453/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 portant confirmation du droit de propriété et attribution de parcelle;

Vu la lettre n°1991/GCS du 20 août 2001 par laquelle mise en demeure a été faite au conseil de la requérante aux fins de la consignation requise par les dispositions de l'article 45 de l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour suprême ;

Vu le courrier en date à Cotonou du 27 janvier 2003, par lequel le conseil de la requérante a transmis son mémoire ampliatif daté du 24 janvier 2003 et enregistré au greffe de la Cour suprême le 10 juin 2003 sous le numéro 286/GCS ;

Vu la correspondance n°1041/GCS du 30 septembre 2003, par laquelle communication de la requête introductive d'instance, des pièces y annexées ainsi que du mémoire ampliatif a été assurée au conseil de l'autorité préfectorale pour son mémoire en défense ;



Vu la lettre en date à Cotonou du 19 novembre 2003 par laquelle maître Alexandrine SAÏZONOU-BEDIE, Avocat près la Cour d'Appel de Cotonou et conseil de l'Administration a transmis son mémoire en défense daté également du 19 novembre 2003 et enregistré le 02 décembre 2003 sous le numéro 821/GCS du greffe de la Cour suprême ;

Vu la lettre n°1443/GCS du 06 avril 2004 par laquelle le mémoire en défense de l'Administration a été communiqué au conseil de la requérante pour ses observations en réplique ;

Vu la lettre en date du 09 juin 2004 de maître Cyrille Y. DJIKUI, conseil de la requérante, par laquelle les observations en duplique sont parvenues au greffe de la Cour et enregistrées sous n°743/GCS du 11 juin 2004 ;

Vu la consignation légale requise payée et constatée par reçu n°2148 du 04 septembre 2001 ;

Vu l'ordonnance n°21/PR du 26 avril 1966 portant Composition, Organisation, Fonctionnement et Attributions de la Cour Suprême, remise en vigueur par la loi n°90-012 du 1^{er} juin 1990, applicable au moment des faits ;

Vu la loi n° 2004-07 du 23 octobre 2007 portant composition organisation fonctionnement et attributions de la Cour suprême ;

Vu la loi n° 2004-20 du 17 août 2007 portant règles de procédures applicables devant les formations juridictionnelles de la Cour suprême ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Ouï le conseiller **Eliane R. G. PADONOU** en son rapport ;

Ouï l'Avocat Général **Cyriaque DOGUE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

J 88

A-En la forme

Sur la recevabilité

Considérant que le conseil de l'Administration conclut à l'irrecevabilité du présent recours au motif qu'aucun élément ne justifie que le recours gracieux dont copie est produite au dossier a atteint effectivement le Préfet de l'Atlantique ;

Qu'il soutient en outre que suivant la jurisprudence constante de la Haute Juridiction, pour déclarer recevable un recours pour excès de pouvoir, le requérant doit verser au dossier non seulement la copie de son recours administratif préalable mais il doit apporter la preuve par la production d'un récépissé de l'envoi recommandé et de l'avis de réception dûment signé du destinataire ;

Considérant que contrairement aux affirmations dudit conseil, la requérante en saisissant la Haute Juridiction, a produit au dossier non seulement copie d'un recours gracieux en date du 10 mars 2001 mais également photocopie d'un avis de réception en date du 13 mars 2001 émargé au niveau d'un des services de la Préfecture de l'Atlantique, le S.A.C, en l'occurrence ;

Qu'est ainsi rapportée la preuve de la réception par l'Administration du recours administratif préalable ;

Considérant par ailleurs que les actes attaqués n'ayant pas été notifiés à la requérante, seule la date de la connaissance acquise, en l'espèce celle du 10 mars 2001 est prise en compte quant à la computation des délais de deux mois fixés par les dispositions de l'article 68 de l'ordonnance ci-dessus visée ;

Que, dans ces conditions, le moyen de l'Administration tiré de l'irrecevabilité doit être écarté ;

Qu'en définitive, le recours en annulation pour excès de pouvoir introduit par la requérante est recevable comme respectueux des conditions de forme et de délai prescrites par la loi ;



2

88

B-Au fond

Considérant que maître Cyrille Y. DJIKUI expose pour le compte de la requérante que cette dernière a régulièrement acquis auprès de la succession TOKPANOU Louis représentée par TOKPANOU Henri, la parcelle relevée à l'état des lieux du lotissement de Mènontin Kindonou sous le numéro 11652 ;

Qu'après le recasement, dame KPONDEHOU a été déclarée attributaire de la parcelle « P » du lot 2145 et HOUNMENOU Germaine attributaire de la parcelle « Q » du même lot ;

Que, plutôt que de prendre possession de sa parcelle, dame HOUNMENOU Germaine a entrepris des travaux de construction sur la parcelle « P » régulièrement attribuée à la requérante ;

Que saisie de ce litige, la Préfecture de l'Atlantique a, par arrêté n° 2/569/DEP-ATL/CAB/SAD du 07 septembre 1999, ordonné le déguerpissement de dame HOUNMENOU Germaine de la parcelle « P » du lot 2145 et confirmé le droit de propriété de la requérante sur ladite parcelle « P » ;

Que face à la résistance de dame HOUNMENOU Germaine de libérer la parcelle « P », la requérante s'est vu obligée de saisir la juridiction judiciaire d'une instance en expulsion ;

Considérant que le conseil de la requérante ajoute que c'est en cours d'instance que dame HOUNMENOU Germaine a, contre toute attente, fait état de l'arrêté n°2/453/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 qui lui attribuerait la même parcelle « P » précédemment recasée au nom de la requérante ;

Qu'il précise que ledit arrêté n'a jamais été notifié à la requérante puisqu'aucune circonstance nouvelle ne justifie ces deux arrêtés préfectoraux querellés, si ce n'est le souci de rendre à tout prix service à un autre ;

Qu'en retirant la parcelle « P » à la requérante pour l'attribuer à dame HOUNMENOU Germaine, le Préfet de l'Atlantique et du Littoral a commis un abus manifeste d'autorité, un excès de pouvoir ;

2

88

Qu'il sollicite en conséquence l'annulation desdits arrêtés ;

Considérant qu'à l'appui de son recours, la requérante invoque par l'organe de son conseil trois moyens :

- le premier tiré de la violation du principe de l'intangibilité des effets des actes administratifs non réglementaires ;
- le second tiré de l'absence de motif et
- le troisième tiré de l'abus d'autorité et de pouvoir ;

Sur le premier moyen de la requérante tiré de la violation du principe de l'intangibilité des effets des actes administratifs non réglementaires

Considérant que dame KPONDEHOU C. soutient que l'autorité préfectorale en lui retirant le 18 décembre 2000 le certificat d'appartenance n°2/587/DEP-ATL/SG/SAD du 20 septembre 1999 afférent à la parcelle « P » du lot 2145 du lotissement de Mènotin-Kindonou qui lui a été régulièrement attribuée, n'a pas respecté ses droits acquis lors de son recasement sur cette parcelle ;

Considérant que de l'instruction du dossier, il est constant :

- que c'est à la suite des travaux d'état des lieux que la parcelle en cause a été relevée sous le numéro 11652 ;
- et que l'autorité préfectorale, n'ayant été saisie d'aucune contestation lors des opérations de recasement puis se fondant sur l'acte sous seing privé par lequel dame KPONDEHOU C. a acquis ladite parcelle auprès de la succession TOKPANOU Louis, a délivré à la requérante le certificat d'appartenance ci-dessus cité ;
- que la même autorité a, par arrêté n° 2/569/DEP-ATL/CAB/SAD du 07 septembre 1999, constaté le droit de propriété de la requérante et l'attribution à elle faite de la parcelle « P » et ordonné le déguerpissement de dame HOUNMENOU Germaine de la parcelle en cause ;
- que l'arrêté préfectoral cité ci-dessus a conféré à la requérante des droits de légitime propriétaire ;



2

88

Mais considérant qu'en procédant dans ces conditions au retrait dudit arrêté préfectoral par la signature le 18 décembre 2000 des deux arrêtés attaqués, sans aucune justification et hors du délai du recours, soit plus d'un an après sa prise, ainsi qu'il résulte de la computation des délais, l'autorité préfectorale a effectivement violé le principe de l'intangibilité des droits acquis ;

Qu'il échet d'accueillir ce premier moyen et partant d'annuler les deux arrêtés attaqués ;

Sur le second moyen de la requérante tiré de l'absence de motif quant à l'arrêté préfectoral n°2/449/DEP-ATL/SG/SAD du 18 décembre 2000 sans qu'il soit nécessaire de statuer sur le dernier moyen

Considérant qu'à l'analyse des termes de l'arrêté précité par lequel a été retirée à la requérante la parcelle "P" dont elle est régulièrement attributaire, l'Administration n'invoque, ni ne prouve les éléments de fait et de droit qui justifient la mesure de retrait ;

Considérant en tout état de cause et selon la jurisprudence constante de la Haute Juridiction que l'absence de motivation relevé sur un acte administratif vicie l'acte et emporte son annulation ;

Qu'il échet d'annuler cet arrêté préfectoral et tous autres actes subséquents ;

Par ces motifs,

Décide :

Article 1^{er} : Est recevable le recours pour excès de pouvoir en date du 07 juillet 2001 introduit par KPONDEHOU Constance et tendant à l'annulation :

-de l'arrêté préfectoral n°2/449/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 portant abrogation des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2/569/DEP-ATL/CAB/SAD du 07 septembre 1999 d'une part,

-d'autre part, de l'arrêté préfectoral n°2/453/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 portant confirmation de droit de propriété et attribution de parcelle.

Article 2 : Ledit recours est fondé.

2

88

Article 3 : Sont en conséquence annulés les arrêtés préfectoraux :

- n°2/449/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 portant abrogation des dispositions de l'arrêté préfectoral n°2/569/DEP-ATL/CAB/SAD du 07 septembre 1999.

- et n°2/453/DEP-ATL/CAB/SAD du 18 décembre 2000 portant confirmation de droit de propriété et attribution de parcelle.

Article 4 : Les dépens sont mis à la charge du trésor Public.

Article 5 : Notification du présent arrêt sera faite aux parties et au Procureur général près la Cour suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour suprême (chambre administrative) composée de Messieurs :

Eliane R. G. PADONOU, Conseiller à la chambre administrative,

PRESIDENT ;

Yves MEGBEMADO

}

Et

{ **CONSEILLERS.**

Etienne FIFATIN

}

Et prononcé à l'audience publique du mercredi vingt-sept juin deux mille douze, la chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

Cyriaque DOGUE,

MINISTERE PUBLIC ;

Geneviève GBEDO,

GREFFIER.

Et ont signé,

Le Président-Rapporteur,

Padry

Eliane R. G. PADONOU

Le Greffier.

GBEDO

Geneviève GBEDO

DE=Gratius Madame et Padry

registré à Cotonou le 26/04/13

n° 15 Case 2459

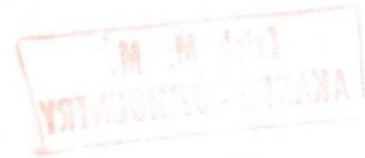
Gratius



Gratius

**Erick M. M.
AKAKPO - DJIHOUNTRY**

_____ Grant A Common to _____
_____ Case _____



1917